

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
Pôle risques chroniques  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 31 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU**

ZI DU PUIITS  
72500 Luceau

Référence : 2026-169\_TECALEMIT AEROSPACE\_INSP\_RAP  
Code AIOT : 0100065911

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU implanté ZI DU PUIITS 72500 Luceau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre :

- du suivi des actions engagées lors de la précédente inspection du 16/09/2025, qui sont en partie associées à la mise en conformité des installations dans le cadre de la régularisation administrative de l'établissement ;
- de l'action nationale 2026 liée à l'utilisation de chromates.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TECALEMIT AEROSPACE LUCEAU
- ZI DU PUIITS 72500 Luceau
- Code AIOT : 0100065911
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non IED

La société TECALEMIT AEROSPACE à Luceau (72500) est un établissement procédant à la conception et la fabrication de tuyaux (flexibles, rigides ou semi-rigides) pour le domaine de l'aéronautique et plus spécifiquement pour le transfert de fluides de type eau, air, huile, gaz ou carburant.

Pour ce faire, la société exploite plusieurs installations classées pour la protection de

l'environnement dont celles dédiées au traitement de surface et concernées par les rubriques 2565 et 2564 de la nomenclature.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Autorisations chromates titulaire

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Collecte et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 29	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Isolement et comportement au feu	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Hauteur des conduits d'extraction	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 39	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 57	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Installation de dégraissage au perchloroéthylène	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 48	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Gestion des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 42	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Autorisation et usage	Règlement européen du 18/12/2006, article 56.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Notification d'usage de chromates par un utilisateur aval	Règlement européen du 18/12/2006, article 66.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
10	Mesures de maîtrise des risques prévues par la FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
11	Mesures de maîtrise des risques et programmes de surveillance	Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Numéro d'autorisation et étiquetage	Règlement européen du 18/12/2006, article 65	Sans objet
12	Substitution	Règlement européen du 18/12/2006, article 55	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit poursuivre la mise en conformité de ses installations dans le cadre de l'enregistrement de ses activités de traitement de surface et de nettoyage/dégraissage et fournir les justificatifs demandés. Au niveau de l'action nationale 2026 liée à l'utilisation de chromates, un certain nombre d'actions sont engagées par l'exploitant et de nouvelles mesures prévues, sont à mettre en oeuvre afin de se conformer à la réglementation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Collecte et rejet des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/09/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite qui avait été actée : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>

**Prescription contrôlée :**

En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 33 avant rejet au milieu naturel.

**Constats :**

L'exploitant informe l'inspection des difficultés de mise en œuvre des actions de prélèvements des eaux pluviales issues des toitures du bâtiment U3. Une nouvelle campagne 2026 de mesure des eaux pluviales va être commandée par l'exploitant auprès de son prestataire APAVE pour les bâtiments U2/U3 avant la fin du premier semestre.

En cas d'impossibilité technique confirmée pour les prélèvements U3, l'exploitant indique pouvoir aménager un point de prélèvement conforme lors de l'aménagement de la plateforme Ouest via la création du bassin d'orage/confinement qui recueillera les eaux pluviales du bâtiment U3.

Concernant l'étude d'incidence sanitaire, l'exploitant avait transmis suite à la précédente visite, le devis signé avec le bureau d'étude Optimia. L'exploitant indique que l'étude est en cours de finalisation, des informations complémentaires liées aux cabines de peinture doivent être transmises au bureau d'étude. Ces éléments font l'objet d'observations dans les points "actions nationales chromates" du présent rapport.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection, dans un délai de deux mois :

- le rapport de mesure des eaux pluviales des bâtiments U2 et U3 pour la campagne 2026 ;
- une description du projet d'aménagement de point de prélèvement des eaux pluviales normé au niveau de la future plateforme Ouest (bassin d'orage).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Isolement et comportement au feu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Caractéristiques des installations

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 16/09/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

« Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :

« - la structure est de résistance au feu R 30 ; « - les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0.

« Les locaux à risque définis à l'article 10 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :



« - murs et parois séparatifs REI 120 ;« - planchers EI 120 et structures porteuses de planchers R 120 ;« - portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120.

« En l'absence de tout stockage ou emploi de liquide inflammable, l'exploitant peut déroger aux dispositions relatives à ces locaux à risque, sous réserve du respect des trois conditions suivantes :

« - les locaux à risque disposent d'un système de détection automatique d'incendie ;« - les locaux ne contiennent pas d'équipement à risque de défaillance électrique (par exemple un tableau général basse tension ou une armoire de puissance). A défaut, ces équipements sont protégés par un système d'extinction automatique adapté au risque (feu d'origine électrique) ;« - la structure est de résistance au feu R 30 et les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0.

« Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté l'avancée des actions de la mise en conformité de ses ateliers :

- Atelier de traitement de surface (TS) du bâtiment U2 :

L'exploitant a transmis son cahier des charges, validé avec ses prestataires, afin de présenter l'aspect technique de l'aménagement des portes et trappes coupe-feu. Il est ainsi prévu que la fermeture des portes et trappes, extérieure (entre atelier TS et extérieur) et intérieure (séparation entre atelier TS et atelier aluminium), soient asservies à la détection incendie afin de garantir leur fermeture rapide. L'établissement dispose d'un système similaire au niveau de ses cabines de peinture.

Les travaux seront finalisés d'ici la semaine 44 /2026 (lors de la fermeture d'activité de l'atelier en octobre) pour les dispositifs coupe-feu intérieures.

L'exploitant signale néanmoins que des difficultés techniques pourraient être rencontrées au niveau de la séparation coupe-feu entre l'atelier TS et l'atelier aluminium notamment au niveau de canalisations qui permettent la circulation de fluides entre les deux ateliers. Au niveau de la toiture, l'exploitant s'oriente sur une hauteur de dépassement du mur coupe-feu supérieure à 1 m du point le plus haut du faîtage de la couverture de l'atelier aluminium. Au niveau de la couverture, l'installation des dispositifs de désenfumage sera réalisée en même temps que la mise en œuvre des dispositions constructives REI.

L'exploitant indique qu'à l'issue des travaux, une certification pour attester des dispositions constructives conformes sera commandée auprès de l'APAVE.

- Atelier de dégraissage du bâtiment U2

Pour rappel, le banc employant le perchloroéthylène a été désinstallé (voir point n°5 du présent rapport). Lors de la visite, l'exploitant finalise l'installation d'un nouveau banc fermé (employant du caldène en circuit fermé) pour les opérations à réaliser sur les canalisations de grandes dimensions. La canalisation des rejets de ce banc sera commun avec celle du banc principal (point 3 du présent rapport). En termes de disposition constructive REI, l'exploitant prévoit que le flochage intérieur de la toiture /charpente sera effectué d'ici fin août 2026. Des difficultés techniques pourraient être rencontrées sur la partie située au-dessus du banc caldène principal.

- Atelier de dépollution du bâtiment U3

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection le document avec les caractéristiques coupe-feu de l'atelier de dépollution édité par le laboratoire Effectis en 2018. Les dispositions constructives de l'atelier répondent aux prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé.

Dans le cadre de l'optimisation de la canalisation des émissions et de la diminution du risque ATEX, l'exploitant fait installer un nouveau système aéraulique qui canaliser les émissions des trois bancs employant de l'alcool isopropylique. En sus, des modifications sont en cours de finalisation afin de fermer lesdits bancs (cartérisation) pour limiter les émissions diffuses. L'exploitant indique que :

<ol style="list-style-type: none"> <li>1. le système aéraulique sera opérationnel d'ici la semaine 22/ 2026 ;</li> <li>2. l'APAVE sera mandaté pour effectuer des mesures sur les émissions des bancs ;</li> <li>3. Lesdites mesures permettront d'adapter la filtration des rejets (caissettes avec charbon actif) ;</li> <li>4. l'APAVE sera mandaté pour la certification ATEX et dispositions constructives incendie de l'atelier suite aux modifications induites par l'installation du système aéraulique et la cartérisation des bancs ;</li> <li>5. une détection spécifique à l'alcool isopropylique sera installée (alarme à 10 % de la limite inférieur d'explosivité).</li> </ol>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments (devis, bons de commande, bons de réception/fin de travaux, difficultés techniques et solutions retenues, etc..) portant sur l'avancée des travaux de mise en conformité de ses trois ateliers pour la semaine 27 (juin 2026).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Hauteur des conduits d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/09/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite qui avait été actée : Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Indépendamment des valeurs limites d'émission et des débits d'odeur définis ci-après, le débouché des conduits d'extraction dépasse d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis les éléments caractéristiques de la cheminée de l'atelier de traitement de surface (installation réalisée par l'entreprise ERLA). L'inspection constate lors de la visite que l'équipement est opérationnel. Concernant l'atelier de dépollution, comme indiqué au point n°2 du présent rapport, l'exploitant prévoit une fin des travaux pour la semaine 22 (mai 2026). Concernant l'atelier de dégraissage, comme indiqué au point n°2 du présent rapport l'exploitant prévoit une fin des travaux en août 2026.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre à l'inspection d'ici la semaine 22 (mai 2026) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le bon de fin travaux de l'atelier de dépollution (aéraulique/cartérisation) ;</li> <li>• un échancier avec les différentes étapes de travaux, jusqu'à réception en août 2026, sur l'atelier dégraissage.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Émissions dans l'air

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 57

**Thème(s) :** Risques chroniques, traitement de surface

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 16/09/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suites qui avaient été actées : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'installation respecte les valeurs limites en concentration ci-après pour les polluants susceptibles d'être rejetés.

POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m <sup>3</sup> )
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2
Cr total	1
Cr VI	0,1
Ni	5
CN	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO <sub>2</sub>	200
SO <sub>2</sub>	100
NH <sub>3</sub>	30

**Constats :**

L'exploitant indique que la campagne de mesure des rejets atmosphériques a été réalisée sur une partie des installations sur la première quinzaine de février 2026 (transmission du courriel de confirmation de l'APAVE). Néanmoins, la totalité des mesures n'a pu être effectuée, notamment sur les cabines de peinture, du fait des problèmes d'accessibilité aux points de mesure situés en hauteur. Effectivement l'exploitant indique que le prestataire qualifie ces opérations de travail en



hauteur, nécessitant une plateforme individuelle roulante légère (PIRL) pour garantir la sécurité du personnel. L'exploitant indique que le matériel commandé va être réceptionné afin de finaliser les mesures par l'APAVE.

L'inspection rappelle que la valeur limite d'émission de Chrome VI (0,1 mg/m<sup>3</sup>) pour le traitement de surface est applicable et doit être prise en référence dans les rapports.

Concernant les cabines de peintures qui emploient également des chromates, un point sur l'étude d'incidence sanitaire doit être effectué avec le bureau Optimia afin de confirmer la prise en compte d'une valeur de rejet identifiée par rapport aux caractéristiques des cabines et des produits utilisés afin de la reporter dans le rapport de mesure.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre, sous deux mois, à l'inspection des installations classées d'ici :

- le rapport de mesures des rejets atmosphériques de ses installations ;
- les résultats de l'étude d'incidence sanitaire portant sur la définition d'une valeur cible pour les rejets atmosphériques (CrVI) des cabines de peintures.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Installation de dégraissage au perchloroéthylène**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 48

**Thème(s) :** Risques chroniques, Émissions dans l'air

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 16/09/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suites qui avaient été actées : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

1. Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte. Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.

[...]

Polluants	Valeur limite d'émission
Composées organiques volatils	
[...]	[...]

b) Consommation de solvants de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (substances dites CMR) ou halogénés de mentions de danger H341 ou H351 :

Pour les solvants halogénés de mentions de danger H341 ou H351	Si la consommation est supérieure à 1 tonne/an, la valeur limite de la concentration globale des solvants ci-dessus, exprimée en masse des composés, est de 20 mg/m <sup>3</sup> . Si le débit massique de la somme des composés justifiant l'étiquetage est supérieur ou égal à 100 g/h, une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm <sup>3</sup>
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que le fournisseur de perchloroéthylène, Inustry, a récupéré les fûts suite au démantèlement de l'équipement. Concernant l'étude de sol à réaliser, l'exploitant indique que le prestataire Dekra a répondu favorablement à leur expression de besoin. Cependant, le devis n'a pas encore été signé et aucune date n'a été planifiée pour l'intervention de ce prestataire.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre à l'inspection, sous 1 mois : <ul style="list-style-type: none"> <li>• un justificatif de récupération du perchloroéthylène par l'entreprise Inustry ;</li> <li>• un devis signé et une planification pour la réalisation d'une étude de sol au droit de l'ancien emplacement de l'installation de perchloroéthylène afin de confirmer l'absence de pollution.</li> </ul>	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant	
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois	

#### N° 6 : Gestion des déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/09/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée. Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 2 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.
<b>Constats :</b>

L'exploitant a transmis l'ensemble des justificatifs d'enlèvement, via la société Paprec, pour le traitement des déchets dangereux :

- BSD-20251017-VRBAN527C (400 kg de disques corindon 15 02 02\*) avec code de traitement final R1 ;
- BSD-20251017-0XYA29CGT (400 kg d'effluents de ressuage 16 10 01\*) avec code de traitement final R5 ;
- BSD-20251017-YT3GQD625 (500 kg de fûts vides souillés 15 01 10\*) avec code de traitement final R1 ;
- BSD-20251017-R2X8BHZEK (400 kg de révalateurs fixateurs 09 01 01\*) avec code de traitement final R5 ;
- BSD-20251017-ZPB25TVVZ (1 tonne de solvants 07 07 04\*) avec code de traitement final R1.

Au niveau des procédures de gestion des déchets, l'exploitant indique avoir fait réaliser une étude par le prestataire VALORISONS afin d'identifier les axes d'amélioration nécessaires avant l'édition desdites procédures.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection sous :

7 jours :

- le rapport d'audit de VALORISONS ;

trois mois, en prenant en compte les conclusions de l'audit de VALORISONS :

- une note d'organisation de la gestion des déchets dangereux comprenant les responsables désignés pour la gestion des stockages et de l'enlèvement ;
- une note d'organisation sur la prévention et la gestion des déversements accidentels intégrant les conduites à tenir (matériels à utiliser, remontée d'information, alerte des services extérieurs...) ;
- une note d'organisation de formation des agents reprenant les documents susmentionnés avec une planification des séances.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Autorisation et usage**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 56.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates

**Prescription contrôlée :**

Un fabricant, importateur ou utilisateur en aval s'abstient de mettre sur le marché une substance en vue d'une utilisation ou de l'utiliser lui-même si cette substance est incluse à l'annexe XIV, sauf :

a) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été autorisées conformément aux articles 60 à 64 ;  
ou

b) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été exemptées de l'obligation d'autorisation prévue à l'annexe XIV elle-même, conformément à l'article 58, paragraphe 2 ;

ou

c) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), n'a pas été atteinte ; ou

d) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), a été atteinte et s'il a fait une demande dix-huit mois avant cette date mais qu'aucune décision concernant la demande d'autorisation n'a encore été prise ;

ou

e) dans les cas où la substance est mise sur le marché, si cette utilisation a été autorisée à son utilisateur en aval immédiat.

#### Constats :

La société TECALEMIT emploie, en tant qu'utilisateur aval, les substances suivantes, listées à l'annexe XIV du règlement REACH, concernées par une décision d'autorisation de la Commission Européenne :

- Trioxyde de chrome (CAS: 1333-82-0) via la décision d'autorisation C(2020)8797 du 18 décembre 2020. Pour rappel cette décision a été annulée par décision de la cour de justice de l'Union Européenne le 20/04/2023 (C-144/21). Un maintien temporaire des effets de l'autorisation a été maintenu dans l'attente d'un réexamen de la demande d'autorisation. À ce titre le consortium CTACSub2 a déposé un nouveau dossier d'autorisation le 19/02/2024 couvrant 299 utilisateurs aval. La société TECALEMIT doit confirmer à l'inspection qu'elle est concernée par ce nouveau dossier en tant qu'utilisateur aval. L'utilisation concerne le traitement de surface dans l'industrie aéronautique et aérospatiale (numéros d'autorisation REACH/20/18/14, REACH/20/18/21 et REACH/20/18/28) ;
- Trioxyde de chrome (CAS:1333-82-0) via la décision C(2025)94 du 13 janvier 2025. L'utilisation concerne le revêtement par conversion chimique dans l'industrie aérospatiale et de la défense et ses chaînes d'approvisionnement. Le fournisseur du produit, Henkel, identifie les numéros d'autorisation REACH/60/2, REACH/24/61/3 et REACH/24/62/2 dans sa fiche de données de sécurité. Seul le numéro d'autorisation REACH/24/61/3 est référencé dans la décision d'autorisation C(2025)94. Cependant elle ne concerne que l'entreprise Cromital S.P.A ;
- Chromate de strontium (CAS :7789-06-02) via la décision C(2020)2076 du 16 avril 2020. L'utilisation concerne l'application de couches d'apprêt et de revêtements de spécialité dans la construction de pièces pour l'industrie aérospatiale et aéronautique. Les numéros d'autorisation REACH/20/7/15 (Mapaero), REACH/20/7/17 et REACH/20/7/18 (PPG Industries et PPG Coatings). La date d'expiration de la période de révision de cette décision d'autorisation est le 22 janvier 2026. Le jour de la visite, l'exploitant ne possède pas les éléments permettant de justifier que les détenteurs de la décision C(2020)2076 dont il est utilisateur aval, ont déposé un rapport de révision dans la période réglementaire (18 mois) précédant le 22 janvier 2026. L'utilisation concerne l'application de couches d'apprêt et de revêtements de spécialité dans la construction de pièces pour l'industrie aérospatiale et aéronautique.
- Chromate de potassium (CAS : 11103-86-9) via la décision C(2020)2089 du 15/04/2020. L'utilisation concerne l'application de couches d'apprêt et de revêtements de spécialité dans la construction de pièces pour l'industrie aérospatiale et aéronautique. Les numéros d'autorisation REACH/20/6/5 et REACH/20/6/8 (PPG Industries et PPG Coatings). La date d'expiration de la période de révision de cette décision d'autorisation est janvier 2026. Le jour de la visite, l'exploitant ne possède pas les éléments permettant de justifier que les

détenteurs de la décision C(2020)2089 dont il est utilisateur aval, ont déposé un rapport de révision dans la période réglementaire (18 mois) précédant le 22 janvier 2026.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre à l'inspection, sous 1 mois : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les justificatifs de dépôt de rapports de révisions, par les détenteurs d'autorisation, aux décisions C(2020)2089 et C(2020)2076 dont il est utilisateur aval ;</li> <li>• le justificatif indiquant que la société TECALEMIT est identifié comme utilisateur aval par le consortium CTACSub2 ;</li> <li>• le justificatif de décision d'autorisation ainsi que le numéro d'autorisation correspondant pour la société Henkel, en tant que détenteur d'autorisation ou son affiliation à Cromital S.P.A, puisqu'elle fournit un produit composé de trioxyde de chrome avec des numéros d'autorisation qui ne l'identifie pas dans la décision C(2025)94.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Notification d'usage de chromates par un utilisateur aval

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 66.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les utilisateurs en aval qui utilisent une substance conformément à l'article 56, paragraphe 2, adressent une notification à l'Agence dans les trois mois suivant la première livraison de la substance.
<b>Constats :</b>  En tant qu'utilisateur aval, la société TECALEMIT a transmis à l'inspection les déclarations à l'ECHA suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• n°EZ877322-05 du 09/12/2021 concernant le trioxyde de chrome et la décision C(2020)8797 du 18/12/2020. Concernant la décision C(2025)94 pour laquelle la société Henkel, fournisseur du produit, n'est pas identifiée comme détenteur de l'autorisation, la société TECALEMIT n'a pas transmis de déclaration à l'ECHA le jour de la visite ;</li> <li>• n°SC877341-37 du 09/12/2021 concernant le chromate de potassium et la décision C(2020)2089 du 15/04/2020 ;</li> <li>• n°HT130511-35 du 10/02/2023 concernant le chromate de strontium et la décision C(2020)2076 du 16/04/2020.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre à l'inspection, sous 15 jours, la déclaration à l'ECHA concernant l'utilisation de trioxyde de chrome en tant qu'utilisateur aval du porteur de la décision d'autorisation C(2025)94.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 9 : Numéro d'autorisation et étiquetage**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 65
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates
<b>Prescription contrôlée :</b>  b) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été exemptées de l'obligation d'autorisation prévu
<b>Constats :</b>  Par échantillonnage l'inspection a relevé les numéros d'autorisation présents sur les emballages des produits et fiches de données de sécurité suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• PRIMER 7835 Yellow Green, numéros d'autorisation sur emballage et FDS (éditée par PPG Coatings et PPG Industries le 28/10/2025) REACH 20/7/17 et 18 ;</li><li>• PAC33 PU PRIMER GREEN, numéro d'autorisation sur emballage et FDS (éditée par PPG Industries le 20/09/2025) REACH 20/6/5 ;</li><li>• Chromium trioxyde Chrystals, numéro d'autorisation sur emballage et FDS (éditée par Lanxess le 27/09/2022) REACH 20/18/14, REACH 20/18/21 et 28.</li></ul> L'inspection recommande à l'exploitant de solliciter le fournisseur du Chromium trioxyde Chrystals puisque d'une part l'édition de la FDS est supérieure à trois ans et d'autre part la date d'édition de la FDS est antérieure à la décision d'annulation de l'autorisation C(2020)8797. Les éléments présentés n'appellent pas d'autres observations de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Mesures de maîtrise des risques prévues par la FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes: <ul style="list-style-type: none"><li>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</li><li>b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;</li><li>c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32</li></ul>
<b>Constats :</b>  Au niveau de l'emploi de produits comprenant du trioxyde de chrome qui concerne exclusivement l'atelier de traitement de surface : <ul style="list-style-type: none"><li>• pour la décision C(2020)8797, annulée en 2023, l'article 2 prévoit bien la constitution de scénarios d'exposition, repris dans la FDS éditée par Lanxess le 27/09/2022 pour le Chromium Trioxyde Chrystals. Parmi les scénarios, la société TECALEMIT se positionne sur :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ ES3, traitement de surface comprenant les processus ERC5 (utilisation sur site industriel), PROC13 (traitement d'articles par trempage), PC14 (produits de traitement</li></ul></li></ul>



de surface des métaux), SU15 (fabrication de produits métalliques).

En termes de conditions et mesures techniques et organisationnelles, l'exploitant n'effectue aucun rejet dans le réseau pour ses eaux résiduaires. Celles-ci sont récupérées pour être collectées par le prestataire SARP-SOA en vue de leur traitement comme déchets dangereux.

Au niveau des émissions atmosphériques, les bains sont équipés d'un système d'aspiration assurant une pression négative. La canalisation n'est actuellement pas équipée de système de filtration mais elle dispose d'un emplacement prévu pour une filtration humide par dévésiculateur. L'exploitant indique qu'il souhaite installer cette filtration en fonction des résultats des mesures de rejets de l'atelier de traitement de surface et des conclusions de l'étude incidence sanitaire. Cependant, la FDS indique qu'une mise à niveau du système en place ou moyens de traitement de l'air supplémentaires tels que systèmes de dépoussiérage humide et/ou de filtration de l'air et/ou d'oxydation thermique et/ou de récupération de vapeurs, dans le but d'obtenir une diminution des émissions atmosphériques Air - efficacité minimale de 99 %.

Cette disposition est reprise dans le rapport de sécurité chimique du 29/04/2015 (Traitement de surface pour des applications dans les industries aéronautique et aérospatiale, sans lien avec le chromage fonctionnel ou le placage fonctionnel à caractère décoratif) associé à la décision C(2020)8797 : *l'air extrait est filtré ou lavé par voie humide selon la meilleure technique disponible (efficacité d'élimination minimale de 99 %) avant d'être rejeté dans l'atmosphère.*

Cette donnée précise donc que la filtration doit être en place.

Le sol de l'atelier de traitement de surface est imperméable et résistant aux liquides employés.

Au niveau de l'accès à l'atelier de traitement de surface qui comprend également le local de stockage des produits avec chromates, l'exploitant indique que seuls les personnels qui travaillent dans l'atelier sont habilités à manipuler les produits concernés. Une procédure de manipulation et de décontamination est en place. L'amélioration des conditions de canalisation et d'aspiration au sein de l'atelier a permis d'éviter l'usage de masques à cartouches P3 en fonctionnement normal. L'exploitant affirme que les dernières mesures de VLEP 2026 ont confirmé ce fait.

- pour la décision C(2025)94 (pour rappel du point n°7 du présent rapport, ladite décision doit faire l'objet d'une confirmation par l'exploitant), la référence à des scénarios d'exposition n'est pas clairement définie et la FDS éditée par Henkel ne mentionne aucun scénario. L'inspection s'interroge quant à l'absence de scénarios pour l'utilisation d'un produit composé d'une substance très préoccupante. Pour autant des mesures de surveillance sont à instaurer (point n°11 du présent rapport) et l'article 2 prescrit :
  - que la zone de travail dédiée à la préparation (mesure, pesage, mélange) soit confinée et sous aspiration. Sur ce point, l'atelier de traitement de surface n'est pas encore doté d'une zone adéquate ;
  - qu'un système de contrôle permanent émette une alarme en cas de défaillance de l'aspiration. Sur ce point, l'atelier est doté d'un système de contrôle et d'alarme ;
  - qu'un système de réduction des émissions atmosphériques en Cr VI soit mis en œuvre même si l'utilisateur aval prévoit une faible émission de Cr VI.

Au niveau des conditions d'émission dans l'atelier et des risques pour les agents, comme indiqué précédemment, l'amélioration des conditions de canalisation et d'aspiration au sein de l'atelier a permis d'éviter l'usage de masques à cartouches P3 en fonctionnement normal, ce qui répond aux prescriptions techniques de la décision C(2025)94. En termes d'émissions atmosphériques, l'article 2 de cette décision prévoit également l'installation d'une filtration spécifique Cr VI. Cette disposition est reprise dans le rapport de sécurité chimique de novembre 2022 associé à la décision C(2025)94 : *L'air d'échappement est traité dans des épurateurs humides ou par des filtres à air avant d'être rejeté par la ou les cheminées.*

Une action corrective visant à l'installation de ladite filtration avec transmission des justificatifs est nécessaire.

Au niveau de l'emploi de produits comprenant du chromate de strontium ou du chromate de potassium qui concerne exclusivement l'atelier de peinture :

- pour les C(2020)2076 et C(2020)2089, les articles 2 prescrivent l'élaboration de scénarios d'exposition. La société PPG Industries qui fournit la société TECALEMIT avec deux références comprenant du chromate de potassium et deux références comprenant du chromate de strontium, l'exploitant se positionne sur les scénarios suivants :
  - S6, utilisation 2, section 2 pour une utilisation sur site industriel dans les peintures C3 (pulvérisation dans une cabine de peinture et séchage), D1 (livraison et stockage de matières premières), D8 (gestion des déchets solides), D9 (nettoyage et entretien des équipements) et D10 (entretiens peu fréquents).

En termes de conditions et mesures techniques et organisationnelles, lors de la visite, l'inspection constate que les produits dédiés à l'atelier peinture sont stockés dans un conteneur sur rétention situé à l'extérieur du bâtiment et équipé d'une climatisation afin de maintenir une température de stockage adéquate en fonction des recommandations des FDS. Trois personnels sont autorisés à pénétrer dans ce local et à fournir l'atelier peinture en produits. Les contenants sont bien scellés et les produits dans leur emballage d'origine, y compris au niveau des deux cabines de peinture (Kremlin et Api) et du local de préparation. Ces trois zones sont sous aspirations, le personnel formé et habilité pour les opérations de peintures dispose des équipements de protection individuelle (combinaisons et masques à cartouches P3 ou masques à bec FFP3). Les parois de chaque cabine sont recouvertes de champs protecteurs. Les pistolets de pulvérisation sont nettoyés avec du solvant (acétone). L'exploitant prévoit la mise en place d'un nouveau banc de nettoyage permettant d'améliorer l'emploi de solvant (distillation/réutilisation). Tous les déchets générés par l'installation de peinture sont caractérisés en déchets dangereux et récupérés par le prestataire PAPREC pour leur traitement.

En termes de filtration, les canalisations des cabines et du local de préparation disposent de filtre Maxmedia. Leur entretien/remplacement est effectué par la société ANS. Lors de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de confirmer :

- que l'efficacité mesurée d'un filtre Maxmedia sur des émissions de chromates répond aux exigences réglementaires (efficacité minimale de 99 %).
- que le système de pulvérisation puisse s'arrêter immédiatement en cas de défectuosité de l'aspiration.

Par ailleurs l'APAVE, dans un courriel adressé à l'exploitant, indique que : *"La gaine à l'arrière de la cabine Kremlin doit être remplacée pour éviter toute fuite (le ruban adhésif actuel étant insuffisant face au risque d'exposition au Chrome VI)".*

Ces éléments nécessitent des actions correctives ainsi que des justificatifs de la part de l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre sous trois mois à l'inspection un plan d'actions présentant :

- l'expression de besoin, le devis et la planification pour l'installation d'une zone de préparation conforme (confinement et aspiration) dans l'atelier de traitement de surface ;
- l'installation d'une filtration, par dévésiculateur, au niveau du traitement des émissions atmosphériques de l'atelier de traitement de surface afin de garantir une efficacité à 99 % ;
- les scénarios d'exposition en lien avec la décision C(2025)94 et l'emploi du produit fourni par Henkel avec le positionnement retenu ;
- le remplacement de la gaine de la cabine kremlin afin d'éviter toute fuite potentielle ;
- la confirmation, par justificatif technique, que les filtres Maxmedia dans l'installation de peinture permettent de répondre à l'efficacité minimale de filtration de 99 % concernant le Chrome VI ;

- la confirmation, par justificatif technique, que le processus de pulvérisation s'arrête immédiatement en cas de défaut de l'aspiration dans l'installation de peinture.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 11 : Mesures de maîtrise des risques et programmes de surveillance

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates

**Prescription contrôlée :**

Les utilisateurs en aval peuvent utiliser une substance répondant aux critères énoncés au paragraphe 1, pour autant que son utilisation respecte les conditions d'une autorisation octroyée à cet effet à un acteur situé en amont dans leur chaîne d'approvisionnement.

**Constats :**

Comme indiqué dans le point de contrôle n°4 du présent rapport, la campagne 2026 de mesure des rejets atmosphériques est en cours de finalisation. L'exploitant indique que le paramètre CrVI a été ajouté pour les mesures sur les deux cabines ainsi que le local de préparation pour l'atelier peinture (auparavant le Cr VI n'était mesuré que sur la cabine Kremlin).

Au niveau du traitement de surface, les mesures prennent en compte le paramètre CrVI. Néanmoins, le local de stockage ainsi que l'étuve "API" de l'atelier de traitement de surface, qui dispose d'une canalisation pour leur ventilation, n'ont pas fait l'objet de mesure. Il convient de les ajouter afin qu'ils soient pris en compte dans la prestation complémentaire déjà prévue pour l'atelier peinture.

Les résultats des campagnes précédentes (aspirations bain et cabine Kremlin), transmis à l'inspection, ne montrent pas la présence de CrVI dans les rejets. Au niveau des valeurs limites d'émissions, comme indiqué dans le point de contrôle n°4 du présent rapport, les émissions de l'atelier de surface sont désormais soumises à une VLE de 0,1 mg/m³. Concernant l'atelier de peinture, une valeur limite doit être proposée par le bureau d'étude Optimia dans le cadre de l'étude d'incidence sanitaire.

Cette étude sanitaire se base sur trois scénarios :

- Émissions séparées des ateliers de peinture et traitement de surface ;
- Émissions simultanées des ateliers de peinture et de traitement de surface ;
- Prise en compte de l'application de peinture par procédé électrostatique afin de limiter l'émission de particules.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection :

- sous deux mois :
  - le rapport de mesure des émissions atmosphériques en prenant en compte les observations du présent point de contrôle accompagné d'un plan d'action en cas de dépassement de valeur limite.
- sous trois mois :
  - l'étude d'incidence sanitaire réalisée par Optimia accompagné d'un plan d'action en cas de conclusion défavorable.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 12 : Substitution

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 55
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, REACH : Autorisation chromates
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le but du présent titre est d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur tout en garantissant que les risques résultant de substances extrêmement préoccupantes soient valablement maîtrisés et que ces substances soient progressivement remplacées par d'autres substances ou technologies appropriées, lorsque celles-ci sont économiquement et techniquement viables. À cette fin, l'ensemble des fabricants, des importateurs et des utilisateurs en aval qui demandent une autorisation analysent la disponibilité de solutions de remplacement et examinent les risques qu'elles comportent ainsi que leur faisabilité technique et économique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique à l'inspection que des essais ont été réalisés au niveau du traitement de surface pour supprimer les chromates.</p> <p>Concernant le bain décapage sulfochromique qui emploie du chromium trioxyde crystals, les résultats permettent d'envisager un remplacement par un bain de décapage sulfonitrique.</p> <p>Concernant l'utilisation de l'alodine 1200, les essais n'ont pas été concluants.</p> <p>Au niveau de l'atelier de peinture, l'exploitant indique que les cahiers des charges de ses clients ne permettent pas de remplacer les chromates dans les peintures. Aucun produit de substitution efficace n'est encore présent dans le domaine de l'aéronautique.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant indique que la référence PAC33 PU Primer est amenée à être remplacée par le P60 A comprenant une concentration inférieure en chromates.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite